

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

## **Le Reichstag impérial (1871-1912). Étude de démographie politique**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 54 (1913), p. 607-624

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1913\\_\\_54\\_\\_607\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__607_0)

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## LE REICHSTAG IMPÉRIAL (1871-1912) (1)

### ÉTUDE DE DÉMOGRAPHIE POLITIQUE

#### IV

##### VUE GÉNÉRALE DES ÉLECTIONS AU REICHSTAG DE 1871 A 1912

Avant de passer à l'étude des partis et de leur recrutement dans les divers régions de l'Empire, il est nécessaire de dire un mot de l'évolution de ces mêmes partis et de leur attitude vis-à-vis du pouvoir.

Dans les premiers jours de l'Empire, le Gouvernement bismarckien s'appuie sur la majorité dite du « Cartel » contre les progressistes, alors le grand parti de l'opposition de gauche, le centre catholique, les socialistes alors peu nombreux et les différents partis particularistes : Guelfes, Polonais, Alsaciens-Lorrains, qui eurent leurs représentants au Reichstag en 1874. Tous ces partis étaient qualifiés par Bismarck du même nom d'ennemis de l'Empire (*Reichsfeinde*). Le Cartel était constitué lui-même par trois partis : les conservateurs, le parti de l'Empire et les nationaux libéraux. Les conservateurs, exactement conservateurs allemands (*Deutsch-Konservative*), sont un parti d'origine presque essentiellement prussienne et protestante, se recrutant dans la région de l'est, pays de grande propriété et de survivance féodale dont les conservateurs défendent les prérogatives. Le parti de l'Empire (*Reichspartei*) est de recrutement plus bourgeois, son élite est formée des grands industriels surtout : plus libéral en matière économique et sociale, il est, comme les conservateurs, attaché au prérogatives du Gouvernement et plus particulièrement prussien. Ces deux partis, souvent confondus, forment la droite du Reichstag. Ils constituent également la droite du Cartel, dont la gauche était formée par les nationaux-libéraux et le centre par les libéraux. Ceux-ci dévoués à l'œuvre unitaire, comme les conservateurs et le parti de l'Empire, mais moins exclusivement protestants, avaient de nombreux partisans dans les pays de religion mixte et même de majorité catholique : aussi l'essor du parti catholique, sous le coup du Kulturkampf, marque-t-il leur effondrement, en Bavière notamment. De 30 sièges, en 1871, ce parti tombe à 3 en 1874 et il ne tarde pas à disparaître de la nomenclature des partis politiques allemands. Les nationaux-libéraux, plus que les autres partis du Cartel, ont été l'âme de la politique unitaire. Parti de bourgeoisie industrielle et commerçante, de caractère protestant sans doute, mais de tendance laïque, ce parti avait surtout pour but de concilier à la Prusse impériale les régions de l'ouest et du sud, non catholiques, mais réfractaire aux idées trop féodales ou protectionnistes des conservateurs. Dans la politique bismarckienne et dans l'œuvre de de l'unité allemande, les nationaux-libéraux ont donc joué un rôle considérable.

---

(1) Voir le Journal d'octobre, p. 507.

Au lendemain de la fondation de l'Empire, ils sont le groupe le plus important du Cartel et ils ont sur leurs alliés l'originalité et le grand avantage de compter la majeure partie de leurs représentants hors du royaume de Prusse ; tandis que sur 57 et 37 représentants en 1871, les conservateurs et la *Reichspartei* en avaient respectivement 56 et 32 en Prusse, les nationaux-libéraux en comptaient 48 sur 125 et les libéraux, 8 sur 30. Et entre les trois fractions du Cartel, le protestantisme, qui semblait devoir être la forme religieuse du nouvel Empire comme le catholicisme avait été celle de l'ancien, établissait un trait d'union : sur les 219 sièges appartenant au Cartel, l'immense majorité — 193 — lui était acquise dans les circonscriptions protestantes. Mais ce qui paraissait devoir cimenter le Cartel fut ce qui allait l'ébranler — la question religieuse. A droite, les conservateurs ne suivaient qu'à regret le chancelier dans sa lutte contre l'Église où il avait naturellement des alliés inquiétants pour eux, la fraction radicale du protestantisme, en l'espèce le parti progressiste. Et pour s'assurer de tels appuis, Bismarck effectuait des réformes qui mécontentaient les conservateurs, notamment les lois sur les cercles et les provinces qui brisaient, dans le royaume de Prusse, la vieille organisation féodale en même temps qu'un régime libre-échangiste menaçait le protectionnisme agraire. Aux élections de 1874, les conservateurs combattus par le Gouvernement qui leur reprochait leur particularisme prussien, perdirent près des deux tiers de leurs sièges (35), la plupart (26) enlevés par des nationaux-libéraux. D'autre part, les catholiques unis pour résister au Kulturkampf, formaient dorénavant, sous la conduite de Windhorst, de Reichensperger, de Schorlemer-Alst, le parti du centre, dont l'effectif passait de 63 à 91 membres en 1874. Il unissait à la fois l'aristocratie d'une partie de l'est (Silésie et Posen) à l'opposition démocratique des régions industrielles de l'ouest catholique (Westphalie et Prusse rhénane). Dans le même temps, les différents particularismes relevaient la tête ; l'Alsace-Lorraine, représentée pour la première fois au Reichstag, y envoyait ses quinze députés protestataires. Ils y fortifiaient les autres particularismes et entre ceux-ci — Alsaciens, Polonais, et même Guelfes de Hanovre — le catholicisme était un lien. Le Gouvernement, à défaut des conservateurs, trouva partiellement un appui chez les progressistes.

Le parti progressiste (*Fortschrittspartei*) avait été longtemps le grand parti d'opposition de gauche, en hostilité violente avec Bismarck au Landtag prussien avant de l'être au Reichstag. Comme le parti national-libéral, et encore plus, il est formé d'éléments protestants, et ses chefs proviennent surtout de la bourgeoisie industrielle ou intellectuelle. Partisan de l'unité, il se réclamait de tendances radicales en matière religieuse et du libre-échange en matière économique. L'union de ce parti fort de 50 députés avec les nationaux-libéraux soutint le Gouvernement dans sa lutte contre l'Église et adopte son programme économique, mais aux élections de 1877, le centre garda ses positions, les conservateurs avec l'appui des catholiques augmentèrent les leurs ; les forces des nationaux-libéraux furent réduites et déjà s'annonçait pour ces deux partis dont le recrutement se faisait beaucoup dans les populations urbaines la rivalité de la social-démocratie. Organisé ou plutôt réorganisé aux congrès de Gotha (1875), le parti socialiste allemand s'affirmait à la fois comme parti de classe et comme internationaliste ; il était donc naturellement opposé aux partis bourgeois de gauche et cette opposition allait singulièrement affaiblir ceux-ci. Bismarck se rapproche alors des conservateurs d'une part en re-

venant au protectionnisme et aux impôts indirects, et du centre d'autre part, par l'abandon progressif du Kulturkampf. Les attentats de Hödel et Nobiling contre Guillaume I<sup>er</sup> sont suivis d'une dissolution du Reichstag, et, si les élections de 1878 n'enlèvent que quelques sièges aux socialistes, elles sont marquées par un nouveau recul des nationaux libéraux et des progressistes au bénéfice des conservateurs et du parti de l'Empire, plus nombreux qu'en 1871. Leurs 116 députés unis aux 94 catholiques, pouvaient constituer un solide parti du Gouvernement et cette majorité, en effet, soutient la politique financière de Bismarck, basée sur les taxes indirectes et les monopoles (tout en lui refusant celui des tabacs) et sur les lois de répression contre les socialistes. Sur la question économique, le parti national-libéral se divisa : une fraction soutint le Gouvernement ; l'autre avec Lasker forma la *Freisinnige Vereinigung* qui devait bientôt se fondre avec les progressistes désormais appelés parti démocratique-libéral : *Freisinnige Volkspartei*. Aux élections de 1881 et 1884, la *Reichspartei* fut affaiblie, mais les conservateurs maintinrent et même fortifièrent leur situation en 1884 : les progressistes qui avaient bénéficié de la division des nationaux-libéraux atteignaient un total élevé de mandats (67 en 1884), tandis que les nationaux-libéraux tombaient à 46 (1881) et 50 (1884). Mais la social-démocratie avait repris sa marche en avant et le contingent du centre demeurait immuable (une centaine de sièges environ). Avec la même majorité fortifiée partiellement des nationaux-libéraux, le gouvernement continua sa lutte contre les socialistes, tout en inaugurant une politique de réformes sociales (lois de protection ouvrière, assurances contre l'invalidité, etc.). Mais une question, celle du septennat militaire, allait amener, en 1887, une crise dans la majorité et rejeter de nouveau le centre dans l'opposition. La dissolution du Parlement fut effectuée à la fois contre le centre dont le Gouvernement ne voulait plus dépendre et les progressistes et socialistes, tous unis contre la loi militaire. Le ministère reforma le Cartel de 1871, au caractère unitaire et protestant et le parti national-libéral en fut encore l'âme. Son chef, M. de Benningsen, éloigné depuis quelques années de la vie politique, rentra en scène et les élections de 1887, faites sous le coup du patriotisme surexcité et de bruits de guerre avec la France, furent un triomphe pour le Cartel. Le centre garda le même nombre de sièges, les socialistes ne furent pas entamés, mais les progressistes furent réduits de plus de moitié (de 67 à 32). Par contre, les nationaux-libéraux retrouvèrent leur effectif de 1877 : les conservateurs et la *Reichspartei* augmentèrent les leurs. Bref, le Cartel ressuscité disposait de 220 mandats, soit la majorité du nouveau Reichstag. Bismarck, maître de cette assemblée nouvelle, en profita pour lui faire voter de nouvelles lois sociales, la loi militaire de 1888 et celle qui portait de trois à cinq ans la durée de la législature,

Le Reichstag qui devait inaugurer cette nouvelle période de législature fut élu en 1890 : ce fut le premier du règne de Guillaume II et le dernier du ministère de Bismarck. Ces élections avaient marqué une vive avance des socialistes et un essor des progressistes, qui retrouvaient leur effectif de 1884. L'effondrement du Cartel était complet : il tombait de 220 sièges à 134 et cette défaite atteignait surtout la *Reichspartei* et les nationaux-libéraux également diminués de moitié. Le centre par contre revenait accru et était le parti le plus nombreux du Reichstag. Force était bien alors pour le Gouvernement de composer avec lui ; on sait que c'est au cours des négociations engagées par le chancelier avec Windhorst, que Bismarck reçut sa

démission. Le successeur de Bismarck, Caprivi, donna satisfaction aux conservateurs et au centre par sa politique religieuse et aussi aux libéraux par un retour au moins partiel au libre-échange (traités de commerce de 1893) ; d'autre part, les lois d'exception contre les socialistes n'étaient pas renouvelées. Cependant, le Reichstag élu pour cinq ans en dura à peine trois ; il fut dissous en 1893 à propos d'une nouvelle loi militaire. Les élections furent un succès pour les socialistes et une défaite complète pour les progressistes (de 67 mandats ils tombaient à 23) ; mais l'ancien Cartel était fortifié par de petits partis (antisémites, union agraire) et, avec quelques concessions au centre, la loi militaire fut votée.

Le Reichstag élu en 1898, comme celui de 1903, a accompli sa durée complète de cinq ans ; mais, dans ces deux assemblées, la majorité gouvernementale ne fit que s'affaiblir encore. Toujours le centre gardait sa centaine de voix ; les socialistes étaient passés de 56 à 78 sièges et cette double opposition se fortifiait, le cas échéant, de l'appoint des Alsaciens, des Polonais, etc. L'ancien Cartel ne disposait toujours que de 130 sièges : même uni aux progressistes (une trentaine dans le Reichstag de 1903) et aux petits sous-groupes conservateurs (antisémites, chrétiens-sociaux, etc.), il ne pouvait constituer une majorité. Une question « nationale » — le rejet de crédits pour les colonies — fut le prétexte de la dissolution de l'assemblée (fin 1906) et les élections de 1907 rappellent, à vingt ans de distance, celles de 1887. Comme alors, le Gouvernement engagea, sur le terrain patriotique, la lutte contre le centre et la social-démocratie et fit appel contre eux à l'esprit unitaire, plus particulièrement protestant, des masses électorales, que la politique d'entente avec le centre rejetait vers le socialisme. Les élections de janvier 1907 furent un succès pour le Gouvernement. Le centre sans doute demeura compact, mais les socialistes virent réduire considérablement leurs effectifs : ils perdaient 43 sièges, dont un seul appartenait à une circonscription de majorité catholique, celui de Munich-ville. Et quelques-uns de leurs mandats dans le Sud ne furent sauvés que par l'appoint des catholiques. Les sièges conquis sur les socialistes se partageaient entre les diverses fractions protestantes gouvernementales : les nationaux-libéraux en gagnaient 16, les progressistes 20, les conservateurs et le parti de l'Empire chacun 4, etc. Sa victoire donnait au Gouvernement une majorité dite *nationale*, c'est-à-dire indépendante des éléments plus ou moins indociles à la politique unitaire ou plus exactement militaire.

Cette majorité était donc bien l'expression de l'esprit qui a fait l'Empire, dont le fond fut toujours protestant. C'est en invoquant ce sentiment aussi difficile à définir de façon précise que visible et agissant que Bismarck avait triomphé en 1887 à propos du septennat militaire ; c'est en suivant la même politique que le chancelier Bulow était vainqueur en 1907. Lui aussi avait refait contre ses adversaires l'union du Cartel, mais d'un Cartel agrandi sur la gauche par l'accession des progressistes et des démocrates du Sud, etc... De 170 voix dans le Reichstag de 1903, l'ensemble des partis gouvernementaux s'élevait à 242 dans celui de 1907, tandis que le total des partis d'opposition baissait de 227 à 185. Mais cette victoire devait être sans lendemain. Le bloc ministériel se maintint bien pour le vote des crédits demandés, mais se brisa sur la question des impôts nouveaux, les libéraux se refusant à admettre des taxes indirectes. Le Gouvernement, s'il ne voulait pas s'aliéner les fractions conservatrices, était ainsi rejeté vers le centre, pour qui la chute de Bülow fut une vraie victoire. De nouveau s'opéra la soudure du centre et de la droite pro-

testante — le bloc bleu-noir — auquel de vagues projets d'entente entre démocrates et socialistes essayèrent d'opposer un bloc rouge. La politique financière de la majorité, le renchérissement de la vie furent cause du mécontentement au milieu duquel se sont effectuées les dernières élections, celles de janvier 1912. Le Gouvernement groupa ou affecta de grouper les partis bourgeois — ne faudrait-il pas mieux dire les partis civiques ou loyalistes ? — contre la social-démocratie. Mais il ne fut que partiellement suivi ; car, dans plus d'une région, l'entente se fit entre radicaux et socialistes, surtout dans les pays protestants, comme en 1903 et de façon plus manifeste. Les socialistes avec leurs 110 mandats sont les seuls vainqueurs du dernier scrutin : toutes les fractions de l'union conservatrice ont éprouvé des pertes, même le centre. Les plus éprouvés ont été la *Reichspartei* et les petits groupes annexes de la droite : antisémites, chrétiens-sociaux, etc. Mais de majorité précise il n'y en a pas au Reichstag actuel. Les trois fractions de l'ancien Cartel unies au centre forment à peine la moitié de l'Assemblée ; il en est de même des socialistes joints aux radicaux : le Reichstag est forcément départagé par de petits partis (agrariens, union des paysans) ou les particularistes. Mais il ne faut pas s'exagérer la portée d'une telle situation. L'Empire allemand est un état constitutionnel non parlementaire, et le Gouvernement peut se servir des majorités les plus changeantes, les plus accidentelles même sans être leur image le moins du monde. Ne s'est-il pas appuyé sur les socialistes autrefois pour faire voter les tarifs de 1893 et plus récemment pour introduire le suffrage universel en Alsace-Lorraine ? D'autre part, le Reichstag n'absorbe pas toute la vie politique de l'Allemagne ; les Parlements des États ont leur vie propre, leurs partis organisés, et cela diminue assurément l'importance politique du Parlement impérial.

### État des partis

Dans cette dernière partie de notre étude, nous nous proposons d'examiner le développement des différents partis allemands depuis quarante ans, leurs effectifs successifs et leur recrutement suivant les différentes régions de l'Empire. Nous commençons naturellement par les grands partis ; nous verrons ensuite les groupes moins importants. Entrons donc dans la salle du Reichstag et jetons de droite à gauche un coup d'œil sur l'Assemblée.

1. LES CONSERVATEURS (*Deutsch Konservative*). — Ce parti, essentiellement prussien et protestant orthodoxe, est celui de la pure droite du Reichstag, comme du Landtag prussien. Mais, tandis que le régime électoral censitaire lui donne ici la majorité, il n'en est pas de même au Parlement impérial issu du suffrage universel. Quels qu'aient été ses triomphes partiels il n'a jamais été le parti le plus nombreux du Reichstag. Nous avons vu comment en 1874, combattu par le Gouvernement, il avait perdu près des deux tiers des sièges obtenus en 1871 (de 57 il était réduit à 22) ; mais avec la faveur du pouvoir, qui, depuis, ne lui avait jamais fait défaut, il reconquit assez vite sa position, et, aux élections de 1884, surtout à celles de 1887, il arrive à son maximum : 78 puis 80 sièges. Depuis, il s'est abaissé à une cinquantaine de sièges en 1898 et 1903, et s'est relevé par le gain de quelques unités en 1907 (58 sièges), mais les élections de 1912 ont été pour les conservateurs une grave

défaite. Leur nombre ne dépasse guère la quarantaine aujourd'hui (43) et revient ainsi presque au total de 1877. Cependant, la somme de leurs suffrages ne baisse pas, absolument parlant, et en 1912, elle se retrouve presque au niveau de 1887, date du maximum de voix obtenues par les conservateurs. A ces élections, sous la poussée du sentiment national, qui leur faisait négliger leur particularisme prussien, les conservateurs gagnent près de 300.000 suffrages ; de 861.000 voix en 1884, ils passaient à 1.147.000, soit 15,2 % des suffrages exprimés. Les élections de 1890 les ramènent à leur chiffre de 1884, mais ils reprennent une partie notable du terrain perdu aux élections de 1893. Même recul en 1898 et en 1903 et même reprise en 1907 et 1912. Le total de leurs suffrages a été, aux dernières élections, un progrès sur celui de 1907 ; mais l'ensemble de leurs 1.126.000 voix ne représente même pas le dixième des suffrages exprimés (9,2 %) et 8 % à peine des électeurs. C'est dans le royaume de Prusse, que se trouve naturellement la grande majorité des voix conservatrices (860.000 ou 76,8 %) et de ces 860.000 suffrages, la majeure partie, 668.000, appartient à la région de l'est, notamment aux quatre provinces de Prusse orientale, Brandebourg, Poméranie et Silésie. Cependant, hors du royaume de Prusse, les conservateurs ont recueilli plus de suffrages que précédemment. Cela tient à ce que dans quelques régions de l'ouest et surtout du sud (en Bavière), leurs candidats ont eu un certain nombre de voix catholiques. Mais la députation des conservateurs n'en garde pas moins son caractère prussien très marqué. Sur leurs 43 mandats 37 appartiennent au seul royaume de Prusse, dont 34 aux provinces de l'est. Sur ces 34 sièges, 31 reviennent aux quatre provinces de Prusse orientale, Brandebourg, Poméranie et Silésie, régions de grande propriété et de *Gutsbezirke*, que nous avons signalées au début de notre étude. Dans la Prusse orientale, les conservateurs ont la moitié de la députation, et dans la Poméranie les deux tiers (10 sur 14) : dans le district poméranien de Köslin, ils détiennent les 5 sièges. En dehors de la Prusse, les conservateurs ont 2 sièges (sur 6) dans le Mecklembourg-Schwerin, pays de l'est et de grande propriété, 1 dans la Saxe et 2 dans les circonscriptions protestantes de Bade et de Bavière (haute et moyenne Franconie). Ils ont surtout reculé dans l'est devant les progressistes et les socialistes.

2. LE PARTI DE L'EMPIRE. — Ce n'est, on le sait, qu'une forme du parti conservateur, de caractère moins prussien, simplement. Aussi, ce parti n'a-t-il jamais joué un rôle bien important. Il a recueilli le maximum de ses suffrages et de ses sièges aux élections de 1878 (57 mandats et 785.000 voix). Il a retrouvé presque ce chiffre de voix en 1887, mais depuis, le total de sa députation n'a fait que baisser en somme et les dernières élections ont été, pour ce parti, un vrai désastre. Il est réduit à 14 mandats et ses 367.000 suffrages ne représentent que 3 % des votants. Lors de ses plus grands succès, il avait quelque recrutement hors du royaume de Prusse (22 mandats sur ses 57 en 1878), dans les circonscriptions surtout protestantes de l'ouest et du sud, où il a rencontré depuis la concurrence des socialistes et du centre. Mais, aujourd'hui, son recrutement est purement prussien (13 sièges sur 14 et 309.000 voix sur 368.000). Le seul siège acquis hors de la Prusse appartient à la Saxe. Ailleurs, la Reichspartei est, pour ainsi dire, inexistante.

En somme, de tous les partis allemands, les conservateurs et le parti de l'Empire

ont le recrutement le plus régional : ce sont des partis prussiens et provenant surtout de l'est. Même aux élections où le chiffre global de leurs voix a été le plus considérable, en 1887, où avec 1.884.000 ils obtenaient le quart des votants, ces deux partis avaient la très grande majorité de leurs députés dans le royaume de Prusse (92 sur 121). Aujourd'hui, au lieu de former presque le tiers du Reichstag, ils en sont à peine le sixième et ils ont en Prusse 50 mandats sur un total de 57. Mais les uns et les autres sont exclus de la représentation des grandes villes. A Berlin, ils n'ont jamais eu un seul siège. Aux élections de 1907, la *Reichspartei* et les conservateurs — au moins leurs alliés de l'Union économique — avaient encore eu quelques succès dans les grands centres, à Breslau, Cassel, Barmen, Brunswick, mais en 1912, les socialistes ont repris ces sièges, et, dans l'ensemble des grandes villes, les deux partis de droite n'ont plus un seul siège aujourd'hui. Il en est de même dans les 69 *Wahlkreise* de plus de 200.000 âmes. Dans ces circonscriptions, le total des suffrages de ces deux partis ne représente que 5% des votes exprimés. Au contraire, dans les petites circonscriptions — celles de moins de 100.000 habitants — ces partis ont le quart de leurs mandats — 15 sur 57 : 10 conservateurs et 4 de la *Reichspartei*. — Le total de leurs voix y dépasse celui des autres partis et y atteint presque celui qu'ils obtiennent dans les grandes circonscriptions (219.000).

Le caractère de ces deux partis est nettement protestant : sur leurs 57 circonscriptions, 5 seulement sont de majorité catholique : 3 du *Bezirk* de Marienwerder (Prusse occidentale) qui ont élu les candidats de la *Reichspartei*, et les deux autres respectivement à Posen et en Silésie (district d'Oppeln) avec 2 conservateurs. Ces candidats ont triomphé de leurs concurrents polonais, avec une partie des voix catholiques. Dans l'ensemble des *Wahlkreise* catholiques, on ne compte que 176.000 voix pour les candidats conservateurs et de la *Reichspartei* ; ce n'est qu'une proportion de 4,7 % du total des suffrages.

LES NATIONAUX-LIBÉRAUX. — Nous avons montré plus haut toute l'importance de ce parti dans l'œuvre unitaire et dans la politique « nationale » de l'Empire. Son apogée date du lendemain de la fondation de l'Empire, car il réunissait à la fois les classes bourgeoises et une grande partie des masses populaires. En 1871, ce parti, avec l'adjonction des libéraux, groupe 155 représentants et en 1874, 158. Il était alors de beaucoup le parti le plus nombreux du Reichstag et jusqu'à aujourd'hui aucun parti n'y a disposé d'un pareil contingent. Et ce qui caractérisait bien le caractère de son triomphe, c'est que son recrutement se faisait dans tout l'Empire. Sur le total de ses 158 mandats, il en recueillait 82 dans le royaume de Prusse (35 % des sièges prussiens du Reichstag) et 76 dans les autres États, soit 47,2 % de leur représentation parlementaire. Il avait obtenu dans l'est 49 sièges, dans l'ouest 70 et dans le sud 39, soit une proportion respective de 35,3, 46 et 37,5 % du total des sièges de chaque région. Le total de ses suffrages, près de 1.600.000, dépassait celui des autres partis et représentait 30,8 % du total des votants. Mais cet essor vigoureux du parti se ralentit, une fois passé le premier enthousiasme ; il perd visiblement sa clientèle populaire à l'avantage des progressistes ou du centre. Le chiffre de ses suffrages comme celui de ses représentants baisse avec plus ou moins d'intensité jusqu'en 1887. Alors il est revivifié par la rentrée en scène d'un de ses plus illustres fondateurs, de Benningsen ; il semble défendre l'œuvre unitaire menacée. D'un bond alors, de l'effectif de 50 sièges auquel'il était tombé, il remonte à 99 ; il



redevient encore cette fois avec le centre, le parti le plus nombreux du Reichstag et le plus fort dans le pays avec un total de 1.678.000 voix. Comme en 1874, son recrutement se faisait moins dans la Prusse que dans le reste de l'Empire aux dépens notamment des progressistes compromis par leur opposition au septennat de l'armée ; sur les 99 mandats des nationaux-libéraux, 64 provenaient des États de l'Empire autres que la Prusse. Mais après sa victoire de 1887, le parti national libéral subit une éclipse ; il perd plus de la moitié de ses sièges en 1890 et il ne reprend une marche en avant qu'aux avant-dernières élections, celles de 1907. Encore une fois il répond à l'appel du gouvernement pour consolider l'œuvre impériale, au moins dans ses ambitions maritimes. Le nombre des sièges qu'il recueille alors est sans doute beaucoup moins considérable que vingt années auparavant (56), mais le total de ses suffrages égale presque celui de 1887, soit 1.637.000 ou 14,52 % des votes exprimés. C'était un gain de plus de 300.000 voix sur les élections de 1903 et de près de 700.000 sur 1898. Rien ne faisait mieux sentir l'effort de la bourgeoisie allemande dans la lutte contre les *Sozial-Démocrates*. Aux dernières élections, le parti national libéral a maintenu — même avec une légère progression — le chiffre de ses suffrages, mais il a perdu plus de 10 sièges et son recrutement a changé de caractère. Sur ses 45 mandats, plus de la moitié (23) sont d'origine prussienne et c'est dans le royaume de Prusse qu'il obtient la majeure partie de ses suffrages (939.000 ou 57,2 %). Toutefois, c'est toujours dans les milieux plus riches, plus bourgeois de l'ouest qu'il a ses plus fortes assises : 972.000 voix contre 368.000 dans l'est et 322.000 dans le sud. Mais aujourd'hui comme il y a vingt-cinq ans, c'est dans les circonscriptions de majorité protestante que s'effectue le recrutement du parti : sur ses 45 sièges, 7 seulement viennent de *Wahlkreise* catholiques.

A la différence de ses anciens alliés du Cartel, les nationaux-libéraux comptent un appoint respectable de voix dans les grandes villes. Ils y obtiennent encore 476.000 suffrages et plus de 600.000 dans les *Wahlkreise* de plus de 200.000 âmes. Mais de ce côté, leur recul est cependant très sensible. En 1874 ils possédaient 16 sièges parmi les 55 comptés aujourd'hui dans les villes de plus de 100 000 habitants et encore 45 en 1887. Depuis, ils sont évincés de ces positions par les socialistes et aux élections de 1903 n'y conservent que 4 sièges, ceux d'Erfurt, Wiesbaden, Duisbourg-Mulheim et Sarrebrück. Mais en 1907, leur effort réussit à leur faire reprendre pied à Magdebourg, Munich (I), Dresde (II) et Leipzig (I) contre les socialistes. On peut ajouter à ces circonscriptions celles de Cassel et de Brunswick, où triomphaient des candidats alliés des nationaux-libéraux, ceux de l'union économique. Dans quelques districts du sud et de l'ouest, Karlsruhe, Mannheim, Bochum, ils ne succombaient que devant la coalition des socialistes et des catholiques. Au contraire, en 1912, l'appoint des voix du centre leur permet de reconquérir Bochum, Wiesbaden et Duisbourg ; avec Sarrebrück et Leipzig (I) gardés, c'est en tout 5 circonscriptions de grandes villes aux mains des nationaux-libéraux.

Dans les petites circonscriptions qui sont plutôt le domaine des conservateurs et du centre, ils n'ont qu'un très faible total de sièges, seulement 4 sur les 62 des *Wahlkreise* de moins de 100.000 âmes. Avec la somme de leurs suffrages (77.000) ils y viennent au dernier rang des grands partis de l'Empire. Leur recrutement en effet s'effectue plutôt dans les circonscriptions moyennes, ni rurales, ni exclusivement urbaines.

LE CENTRE (CATHOLIQUES). — C'est à partir de 1874 que le centre, comme

nous l'avons vu, s'organise vraiment comme parti catholique indépendant. On a dit de lui qu'il serait plus logiquement appelé une droite catholique, la droite protestante étant formée par les conservateurs et la *Reichspartei*, mais cette expression elle-même ne serait que partiellement juste, car le recrutement du centre était à base plus démocratique que celui de ces deux partis. De tous les partis allemands, c'est le centre qui, jusqu'ici au moins, a montré la plus grande immutabilité. Le chiffre de ses mandats a toujours été de 90 à 100. Il atteint son maximum en 1890 avec 106 sièges et il se retrouve aujourd'hui au même niveau qu'en 1874 avec 91 sièges. C'est que la situation électorale du parti est presque adéquate à la situation religieuse. Il y a, dans l'Empire, nous l'avons vu, 147 circonscriptions de majorité catholique. Elles sont représentées à l'heure actuelle par les 91 députés du centre auxquels on peut ajouter les 18 Polonais et les 9 Alsaciens-Lorrains qui votent habituellement avec le centre. Il reste donc bien peu de place pour les autres partis : 12 socialistes, 8 nationaux-libéraux, 3 du parti de l'Empire, 2 conservateurs, 2 progressistes et 2 de l'union des paysans. La masse électorale des régions catholiques est donc assez peu — quoique déjà un peu, comme nous venons de le voir — entamée par les autres partis. Dans l'ensemble des circonscriptions de majorité catholique, le centre recueille la très grande majorité des suffrages, soit 1.730.000 (en 1907, il avait le même total : 1.766.000) ou 87,8 % de l'ensemble de ses voix ; encore faudrait-il y ajouter la plupart des voix des Polonais et des Alsaciens. Dans l'ensemble des districts protestants, on ne compte que 266.000 suffrages au centre, soit 3,3 % du total.

La stabilité du parti catholique se manifeste encore par un autre fait, c'est que, sur les 91 sièges qu'il détient actuellement au Reichstag, 72, soit les trois quarts, n'ont jamais cessé de lui appartenir depuis 1874. Dans presque toute la Prusse rhénane (sauf le district de Dusseldorf) et une partie de la Westphalie (district de Munster), dans les districts catholiques de la Silésie et de la Prusse orientale, dans les provinces bavaroises de Haute et Basse-Bavière, de Souabe Haut-Palatinate, dans les districts catholiques du Wurtemberg, les candidats du centre triomphent de façon ininterrompue et presque sans lutte.

C'est évidemment, dans l'ouest et dans le sud, que se recrutent surtout les voix catholiques. Dans l'ouest, le centre recueille plus de la moitié (57,5 %) des suffrages : 1.150.000. Il y est assurément distancé par les socialistes et suivi d'assez près par les nationaux-libéraux, mais, il est prépondérant parmi les partis bourgeois. Dans le sud, il en est de même : le centre n'a devant lui que les socialistes, mais, jusqu'aux dernières élections, il tenait le premier rang et le garderait encore, si à ses suffrages, on ajoutait l'appoint des voix alsaciennes. Dans l'ensemble des sièges occupés par le centre, il y en a 39 dans l'ouest, dont 26 pour la Prusse rhénane et 40 dans le sud dont 29 pour la Bavière.

Nous avons vu que, sur les 62 circonscriptions de moins de 100.000 âmes, 26 sont de majorité catholique. C'est, pour l'ensemble des *Wahlkreise* catholiques, une proportion de 48 %; elle est de 14 % pour les protestants. Sur les 62 représentants de ces petites circonscriptions, 16 sont du parti du centre et on peut leur adjoindre, à la rigueur, 3 Polonais et 3 Alsaciens. Au contraire, il y a peu de circonscriptions populeuses de majorité catholique; nous avons constaté plus haut que, dans les districts électoraux de plus de 200.000 âmes, 17 sur 69 seulement sont de majorité catholique et que, parmi les 55 *Wahlkreise* de villes de plus de

100.000 habitants, il n'y a que 14 catholiques. Dans les villes de cette catégorie, le centre ne détient que 5 sièges : Essen, Krefeld, Cologne (II), Aix-la-Chapelle et Augsbourg. Ces sièges (sauf Essen, pendant une législature seulement), n'ont jamais cessé d'appartenir au centre. Quant à la somme des suffrages obtenus par le centre dans l'une ou l'autre catégorie de ces populeux districts, elle est de beaucoup surpassée par le total des voix socialistes, et aussi par celui des voix nationales-libérales et progressistes ; mais elle est supérieure aux suffrages réunis des conservateurs et de la *Reichspartei*.

Il y a donc dans le parti du centre une remarquable solidité. Mais si, jusqu'ici, il n'a pas connu de vicissitudes comparables à celles des autres partis, est-ce à dire qu'on ne puisse y signaler aucune faiblesse ? Nous ne le pensons pas. Et, d'abord, le total des voix du centre, en 1912, est de près de 200.000 inférieur à celui de 1907 : 1.996.000 au lieu de 2.180.000, maximum de sa force électorale. Cette dépression provient presque uniquement des pays du sud. Elle peut n'être pas grave en elle-même, et avoir des causes locales, par exemple, absence des candidats du centre par entente préalable avec d'autres partis et, de 1887 à 1890, il y avait eu aussi une pareille chute de 200.000 suffrages. Mais alors, le total des sièges n'avait pas baissé, tandis que de 1907 à 1912, il baisse de 10 unités (91 au lieu de 101). Or, depuis 1874, le centre n'a jamais connu pareille chose. Sur ses dix sièges perdus, 5 ont été enlevés par les nationaux-libéraux (Osnabrück, Hamm, Immenstadt, Deux-Ponts et Kehl), deux par des socialistes (Cologne (I) et Wurzburg), deux par l'union des paysans (Straubing et Pfarrkirchen en Bavière) et un par les radicaux, Fribourg. Parmi ces sièges, Cologne-ville, n'avait jamais cessé d'appartenir au centre depuis quarante ans. A quoi tient ce recul, — car il y a un recul indéniable — du centre ? A notre avis, au mécontentement provoqué par la politique financière de la majorité dont le centre faisait partie. Il a suffi du déplacement d'un plus ou moins grand nombre de voix catholiques, pour faire échouer les candidats du centre dans les circonscriptions où les protestants possèdent d'ailleurs de fortes minorités. D'autre part, dans l'est, le centre se trouve en butte à l'hostilité des Polonais, qui lui reprochent de ne pas combattre assez la politique du Gouvernement prussien dans les « marches de l'Est ». En 1907, le centre a ainsi perdu 4 sièges en Silésie, enlevés par des Polonais (dans le district d'Oppeln) et de ces quatre sièges, il n'en a reconquis aucun en 1912. — En résumé, la situation politique du centre ne laisse pas d'être quelque peu incertaine et son alliance avec le pouvoir risque de lui aliéner sa clientèle démocratique.

A part ce danger, le centre catholique n'a été menacé par aucune dissidence notable. En 1907, il a eu contre lui dans quelques circonscriptions de la Prusse rhénane des candidats « catholiques-nationaux », mais ils n'ont recueilli que quelques milliers de voix et aucun d'eux n'a été élu.

LES PROGRESSISTES. — Les progressistes qu'on appelle assez communément aujourd'hui radicaux comprennent deux fractions principales : la *Freisinnige Vereinigung* et la *Freisinnige Volkspartei* (union libérale et parti libéral démocratique). On y ajoute aussi maintenant le parti démocratique du Sud, dont nous parlerons plus bas et tous ces groupes sont parfois confondus sous le nom de radicaux ou de parti démocratique progressiste (*Fortschrittliche Volkspartei*). Ce parti a eu de curieuses vicissitudes. Pendant longtemps, durant toute la période bismarckienne,

avant et après 1870, tant au Landtag de Prusse qu'au Reichstag, les progressistes formaient, nous l'avons déjà dit, l'opposition de gauche presque entière et, comme les *Sozial-Demokraten* d'aujourd'hui, se recrutaient de préférence dans les grands centres. En 1881, ils avaient encore 23 sièges (y compris 3 démocrates du Sud) parmi les 55 *Wahlkreise* des villes actuelles de plus de 100.000 âmes et ils tenaient toutes les circonscriptions de Berlin. Les élections de 1884 leur donnent le maximum de leurs sièges (67) et un million de voix ; comme parti d'opposition, leur force numérique ne le cédait qu'à celle du centre. Mais, en 1887, c'est surtout contre eux que s'exerce la politique gouvernementale et, sans perdre presque rien de leur clientèle électorale, ils se voient enlever plus de la moitié de leurs mandats au bénéfice surtout des nationaux-libéraux. En 1890, il est vrai, ils prennent leur revanche sur ceux-ci et arrivent au total de 1.160.000 suffrages qu'ils n'avaient jamais atteint précédemment. De 32 sièges, ils passent à 66, retrouvant ainsi leur effectif de 1884, tandis que les nationaux-libéraux tombent de 99 à 42. Mais désormais les radicaux sont menacés par les socialistes ; la chute de Bismarck marque pour eux la fin de l'opposition irréductible ; ils oscillent entre la politique ministérielle et l'opposition. Les socialistes leur enlèvent alors la clientèle des grandes villes ; ils n'y ont plus que 6 sièges en 1893, puis 3 seulement en 1903. A cette dernière date, ils sont en perte de près de 300.000 suffrages sur 1890 et ils ne possèdent plus qu'une trentaine de mandats. Aux élections de 1907, la situation change ; comme nous l'avons dit plus haut, les radicaux cette fois ont partie liée avec le Gouvernement, ils forment la gauche du nouveau Cartel, remplaçant ainsi le centre exclu de la majorité gouvernementale. Les progressistes arrivent alors à près de 1.100.000 voix (1.233.000 avec les démocrates du Sud) et ils gagnent une douzaine de sièges. Grâce à leur caractère plus démocratique, ils avaient pu lutter avec succès contre les socialistes dans les grandes villes. Ils y obtenaient 9 sièges, plus qu'aucun des partis bourgeois ; ils avaient repris aux socialistes Königsberg, Breslau (Ouest) perdu en 1890 et 1893, Halle, Francfort-sur-le-Mein (perdu en 1884), Brême et il s'en fallait de peu qu'il ne reprissent Lübeck. Dans l'ensemble des villes de plus de 100.000 âmes, ils recueillaient 342.000 voix, soit 31,1 % de leur total.

Aux élections de 1912, la situation des radicaux n'a pas empiré sans doute ; ils gardent le même nombre de sièges, et même augmentent le total de leurs voix, qui est de près de 1.500.000 (avec les 138.000 des démocrates du Sud). Leur situation est assez indécise : tantôt soutenus par les autres partis bourgeois, tantôt par les socialistes avec lesquels ils ont assez inutilement cherché à constituer un grand bloc démocratique. Dans les grandes villes ils recueillent sans doute encore un total de voix important, comme dans les *Wahlkreise* de plus de 200.000 âmes et de part et d'autre, ils sont au premier rang des partis bourgeois. Mais dans les villes de plus de 100.000 habitants, ils ne conservent que trois sièges : Karlsruhe et Munich (I) conquis respectivement sur les socialistes et les nationaux-libéraux et Berlin (I) où ils ne se sont maintenus qu'à grand'peine (7 voix de majorité) par l'appui des conservateurs. Les socialistes leur ont repris toutes les circonscriptions conquises en 1907.

Dans les circonscriptions de moins de 100.000 habitants, les radicaux sont maîtres de 10 mandats, soit le quart de leur total. Mais là comme ailleurs, ils triomphent presque exclusivement dans les districts protestants ; deux *Wahlkreise* catholiques seulement ont élu des progressistes : Munich et Fribourg. Dans la pre-

mière ils semblent avoir été soutenus par le centre contre un socialiste ; dans la seconde ils ont recueilli la plupart des voix socialistes contre le candidat catholique. C'est en effet surtout dans le Sud que s'est opérée la soudure, du reste partielle, des *Sozial-Demokraten* et des radicaux.

LES SOCIALISTES. — Avec les socialistes, nous arrivons au parti le plus nombreux aujourd'hui dans l'Empire et sur les bancs du Reichstag. Sauf trois exceptions (en 1878, 1887 et 1907) le total de leurs sièges a toujours été en augmentant avec celui de leurs suffrages. Leur recul — plus apparent que réel et du reste éphémère — a coïncidé avec trois dissolutions de l'Assemblée et des élections faites dans des circonstances spéciales : la première fois (1878) sous le coup de l'émoi causé par les attentats de Hödel et Nobiling, émoi dont le Gouvernement voulait profiter contre les socialistes ; les deux autres fois (1887 et 1907) au milieu de l'agitation « nationale » occasionnée par des lois militaires. Mais les échecs du parti ont toujours été suivis de relèvements rapides et triomphants.

Il y a plus de quarante ans, dans le premier Parlement de l'Empire, les débuts du parti socialiste étaient modestes : 124.000 voix et 2 sièges, ceux de Glauchau et de Meerane, dans le royaume de Saxe, où étaient élus Bebel et Liebknecht. Mais dès 1874, les socialistes comptaient 9 représentants et triplaient presque le nombre de leurs voix. Ils le quadruplaient en 1877 (493.000 voix) et recueillaient 12 mandats dont 7 dans le royaume de Saxe ; déjà une circonscription de Berlin leur appartenait. Mais le parti subit une première dépression aux élections de 1878 ; les socialistes n'y perdirent, il est vrai, que peu de suffrages, mais ils n'avaient plus que 9 sièges au Parlement.

Bientôt, dès 1881, ils reprennent leur marche en avant et les élections de 1884 leur donnent 24 mandats avec 550.000 voix. Sur 55 circonscriptions des villes actuelles de 100.000 habitants, 15 leur sont déjà acquises et ils reprenaient le IV<sup>e</sup> district de Berlin perdu trois ans auparavant. Mais, aux élections de 1887, les socialistes éprouvent un nouveau recul ; cette fois, ils perdent plus de la moitié de leurs sièges, surtout au bénéfice des nationaux-libéraux. Ils sont notamment évincés de la Saxe, leur terre de prédilection. Cependant au milieu de cette défaite, le total de leurs suffrages s'est accru de plus de 200.000 et atteint le chiffre de 763.000. A Berlin, ils ont conquis une nouvelle circonscription, la VI<sup>e</sup>.

A partir de 1890, recommence pour les *Sozial-Demokraten* une nouvelle période de succès. A ces élections, ils font plus que tripler le nombre de leurs mandats : 35 au lieu de 11 et doublent presque le total de leurs voix : 1.427.000. Ils sont déjà le parti le plus nombreux dans l'Empire ; et ils le sont demeurés depuis. Aux élections de 1893 et de 1898, leur effectif est successivement de 44 et 56 et, à cette dernière date, ils deviennent le parti le plus considérable du Reichstag après le centre. De 1898 à 1903, le total de leurs suffrages monte brusquement de 2.100.000 à plus de 3 millions, et représente 31,7 % des votants. Ils disposent alors de 81 sièges, dont 39 dans les villes de plus de 100.000 âmes (sur les 55 circonscriptions). Ils avaient conquis les grandes cités maritimes, Hambourg, Brême, Lübeck, Kiel, Altona, Stettin ; les centres industriels de l'intérieur : Magdebourg, Hanovre, Leipzig, Breslau ; les capitales impériale et royales : Berlin, Munich, Dresde, Stuttgart, Karlsruhe. Tout le royaume de Saxe (le royaume « rouge ») — moins une circonscription — leur appartenait. A Berlin, ils étaient maîtres de 5 collèges électoraux

sur 6 et il s'en était fallu de peu qu'ils ne finissent le premier, le Berlin central et officiel.

Devant un pareil succès, les *Sozial-Demokraten* se flattaient d'un progrès ininterrompu : ils auraient la majorité dans le prochain Reichstag. L'accroissement de la population, surtout celle des grandes villes, semblait devoir assurer leur triomphe. « Quand l'Empire aura 60 millions d'habitants, disait paraît-il un jour un chef socialiste, nous serons les maîtres. » Or, l'Allemagne compta ses 60 millions d'habitants en 1905 et le lendemain, aux élections de 1907, fut un désastre pour les socialistes. Nous en avons dit la cause : la résurrection des partis bourgeois et la défection partielle de l'élément protestant. N'est-ce pas un fait significatif que sur les 43 circonscriptions alors perdues par les socialistes, il n'y en ait qu'une de majorité catholique ? Nous avons déjà montré que, sans l'appoint des voix du centre dans quelques collèges du Sud et de l'Ouest, ils auraient perdu encore plusieurs sièges et leur effectif réduit sans doute à 35 représentants eût été ramené à son chiffre de 1890. Dans le Reichstag de 1907, les socialistes ne détenaient donc plus que 43 sièges. Leur défaite était très sensible dans la Saxe où ils perdaient 14 collèges, dans la Silésie, les États de Thuringe. Ils étaient évincés de nombreux districts qu'ils croyaient avoir conquis définitivement et 14 mandats leur échappaient dans les grandes villes. Ils se maintenaient sans doute à Berlin et à Hambourg, mais ils perdaient Brème, Stettin, Danzig, Königsberg, et ne conservaient Lübeck qu'avec peine ; ils étaient également éliminés des villes industrielles : Magdebourg, Leipzig, Halle, Breslau, Brunswick, Francfort, etc., et des capitales royales : Munich et Dresde. Dans les grandes villes, ils réussissaient à conquérir 3 sièges : Wiesbaden, Duisbourg, Strasbourg, mais avec l'appui du centre.

Toutefois la défaite des *Sozial-Demokraten* en 1907 avait le même caractère que vingt années auparavant. Ils voyaient diminuer le total de leurs sièges et du second rang au Reichstag ils descendaient au cinquième ; mais le total de leurs suffrages augmentait dans l'Empire et atteignait 3.260 000, en plus-value de 250.000 sur 1903. Et après 1907 comme après 1887, la Sozial Democratie s'est relevée triomphalement : 110 sièges et 4.250.000 voix, telle est sa victoire aux élections de janvier 1912. A cette heure les socialistes sont le parti de beaucoup le plus puissant au Reichstag et dans l'Empire. Ils représentent plus du quart de l'Assemblée (27,8 %) et plus du tiers des votants (34,5 %). C'est naturellement dans les *Wahlkreise* populeux que les socialistes recueillent le plus de suffrages : dans les collèges de plus de 200.000 âmes comme dans ceux des grandes villes, ils obtiennent plus de la moitié des suffrages exprimés. Parmi les 55 circonscriptions des villes de plus de 100.000 habitants, 40 leur appartiennent. Ils gardent toujours 5 circonscriptions de Berlin et nous savons que la dernière (la 1<sup>re</sup>, celle du « Château ») a bien failli tomber entre leurs mains ; les populeuses circonscriptions de la banlieue (Nieder-Barnim, Charlottenburg), les trois *Wahlkreise* de Hambourg, etc. Ils enlèvent aux radicaux Königsberg, Stettin, Breslau (II<sup>e</sup>), Halle, Francfort, Plauen et Brème ; aux nationaux-libéraux, Magdebourg, Erfurt, Dresde (II<sup>e</sup>) ; à l'Union économique, Cassel et Brunswick ; à la *Reichspartei* enfin, Barmen-Elberfeld. Par contre, abandonnés plus ou moins par le centre, cette fois, ils sont défaits à Karlsruhe par un radical, à Wiesbaden, Bochum, Duisbourg, par les nationaux-libéraux. Dans les collèges les moins peuplés, les socialistes n'ont que peu de représentants : 5 seulement sur les 62 districts de moins de 100.000 habitants.

Mais quelle que soit la population des collèges, c'est surtout dans ceux de majorité protestante que triomphent les socialistes. Sur leurs 110 sièges, ils n'en ont que 12 dans les *Wahlkreise* de majorité catholique. Ce sont des circonscriptions industrielles ou des grandes villes : Reichenbach (Silésie), Wiesbaden (Hesse-Nassau), Dusseldorf, Cologne-ville (Prusse Rhénane), Munich (II<sup>e</sup>) et Wurzburg (Bavière) et Mayence (Hesse-Darmstadt). Les cinq autres sont en Alsace-Lorraine : Mulhouse, Colmar, Strasbourg (ville et campagne), Metz où les immigrés ont voté avec les socialistes.

Dans les trois régions de l'Empire, la majorité aujourd'hui est acquise aux socialistes. Naturellement, la plus forte proportion de leurs suffrages leur vient des régions industrielles de l'ouest : sur leurs 4.250.000 voix, ils y recueillent 1.963.000, soit 46,2 %. Cette proportion est de 34,7 % dans l'est et de 19,1 % dans le sud. Dans la région de l'ouest, les socialistes obtiennent plus du tiers des voix exprimées, 36,7 % et plus de la moitié de leurs mandats (59). Ils y possèdent presque toute la Saxe royale (19 sièges sur 23), la moitié de la Saxe prussienne, une notable partie de la Hesse-Nassau et des petits États. Dans l'est, grâce aux agglomérations de Berlin et de Hambourg, leur proportion au total des votants est encore considérable (35,4 %); mais leur députation est surtout concentrée dans quelques pays : Brandebourg avec Berlin (12 sièges), Silésie (7) et Hambourg (3), au total 22 sièges sur les 30 que détient le parti dans l'est. Dans le sud, la proportion des voix socialistes est moindre (30 % de l'ensemble des votants); le parti y est maître de 21 sièges, le cinquième de la députation du sud, dont 9 en Bavière, 5 en Alsace-Lorraine, 3 également dans le Wurtemberg et dans la Hesse et 1 dans le grand-duché de Bade.

#### Les autres partis du Reichstag.

A côté des grands partis allemands dont nous venons de voir l'évolution parlementaire, il existe dans l'Empire d'assez nombreux partis, importants sinon par leur total, au moins — surtout les partis nationaux — par l'esprit qu'ils représentent et les souvenirs qu'ils évoquent. Nous distinguerons, parmi ces partis, trois groupes : partis politiques, partis dynastiques et partis nationaux ou particularistes.

A) Partis politiques. — 1. LE PARTI POPULAIRE ALLEMAND OU PARTI DÉMOCRATIQUE DU SUD (*Süd deutsche Volkspartei*). — C'est la survivance de l'ancien parti républicain du Sud, qui joua un rôle considérable dans les événements de 1848 et fut ensuite brisé, comme on sait, par l'intervention prussienne. Plus tard, tout en protestant contre l'hégémonie de la Prusse, ses survivants se rallièrent à la constitution impériale et formèrent la *Volkspartei* dont le seul député — le fait est assez significatif — était en 1871 et 1874, élu à Francfort-sur-le-Mein. Le total des suffrages de la *Volkspartei* alors fort modeste (18.000) atteignait progressivement 103.000 aux élections de 1881 : le parti semble organisé, à l'état de parti radical au Reichstag. Les démocrates y disposent alors de 9 sièges, la plupart dans le Wurtemberg, leur foyer d'origine, du reste. Mais en 1887, la *Volkspartei*, subit la défaite commune des partis de gauche : elle réunit encore près de 90.000 voix, mais ne peut faire élire aucun de ses candidats. Même dans le Wurtemberg, le parti est évincé par des nationaux-libéraux surtout. La crise passée, la *Volkspartei*

se relève vite et en 1893, obtient le maximum de ses suffrages (167.000) et de ses sièges (11). C'est dans le Wurtemberg qu'est presque tout son effectif : 106.000 voix et 10 sièges, soit plus de moitié de la députation du royaume. Le total de ses mandats a baissé depuis, et aujourd'hui, nous l'avons dit, il n'est plus qu'une des trois fractions du parti radical. Comme précédemment, ses assises sont dans le Wurtemberg, car il y recueille plus de 60 % de ses voix et 6 mandats sur les 7 qu'il possède en propre.

2. L'UNION DES PAYSANS DE BAVIÈRE (*Bayerischer Bauernbund*). — C'est aussi un parti de tendance démocratique ; il se recrute exclusivement en Bavière, où il s'oppose le plus souvent au centre. Il ne date guère que d'une vingtaine d'années et il a obtenu le maximum de ses suffrages en 1898 : 140.000 voix. Son total a baissé depuis et il n'a jamais eu que quelques sièges (4 au plus) ; il en a 3 aujourd'hui, 2 dans la Basse-Bavière et 1 dans la Moyenne-Franconie. La somme de ses suffrages est sans doute fort peu considérable, mais ce parti entame le centre et est soutenu par les socialistes. Il y a aussi d'autres partis des paysans, dans la Hesse, dans les États de Thuringe, mais ils n'ont aucune importance électorale.

3. PARTIS A TENDANCE CONSERVATRICE. — Sous ce terme général, on peut comprendre les partis suivants :

a) L'Union économique (*Wirtschaftliche Vereinigung*) qui se confond aussi avec le parti des classes moyennes (*Mittelstandpartei*) et l'Union des agriculteurs (*Bund der Landwirte*). Ces rubriques diverses couvrent une filiale du parti conservateur. La presque totalité des ses suffrages provient de circonscriptions protestantes de la Westphalie, de la Bavière (Palatinat et Haute-Franconie), du Wurtemberg et de Bade.

b) Une autre variété du parti conservateur est représentée par les antisémites, appelés aussi chrétiens-sociaux, allemands-sociaux et parti allemand des réformes (*Deutsche Reformpartei*). Ce groupe s'est constitué par hostilité à la riche bourgeoisie israélite qui forme, en partie, l'élite du radicalisme allemand. Son chef et fondateur fut le célèbre pasteur Stöcker. Ce parti, en effet, se recrute presque exclusivement dans les régions protestantes de l'Allemagne médiane. De 16 représentants en 1893, il s'est élevé jusqu'à 30 en 1907 et constitua toute l'aile droite du bloc gouvernemental d'alors : la majeure partie de ses sièges lui était acquise dans le royaume de Saxe, dans les deux Hesses prussienne et grand-ducale (Stöcker fut jusqu'à sa mort député de Siegen dans la province prussienne de Hesse-Nassau). Mais, aux élections dernières, l'essor démocratique a réduit le parti antisémite à quelques sièges seulement (8) conservés dans la Hesse-Nassau, notamment.

**B. Partis dynastiques.** — Nous n'avons rien à dire des groupes qui s'intitulent partis du droit hessois, mecklembourgeois, etc. ; partis particularistes simplement, qui ne recueillent qu'un total infime de suffrages et n'ont jamais eu de représentants au Parlement. Le seul parti organisé et vivant d'opposition dynastique est le parti guelfe.

Ce parti constitué après 1866, au lendemain de la spoliation de la maison de Hanovre, a ses assises dans les anciens États de cette maison, Hanovre et Brunswick. C'est donc un parti d'opposition dynastique aux Hohenzollern en tant que rois



de Prusse — puisqu'il revendique les droits des Guelfes — mais non d'opposition à l'Empire. Dès 1871, ce parti est représenté au Reichstag par 5 députés et réunit plus de 50.000 suffrages : son maximum a dépassé plusieurs fois 100.000 voix et il a atteint le total de 11 mandats à deux reprises — 1884 et 1890 — tous recueillis dans le Hanovre. Il a subi comme les partis d'opposition la double éclipse de 1887 et 1907 : à cette dernière élection, il n'a pu sauver qu'une seule circonscription, celle de Gottingen. Il a reconquis quelques sièges en 1912 (5) et sur le total de ses voix (84.000), à peine quelques milliers (5.000) lui sont données par le Brunswick. La réconciliation des maisons de Hanovre et de Prusse, aujourd'hui accomplie, va probablement mettre fin à l'existence indépendante du parti guelfe.

**1. Les partis nationaux.** — Cette appellation convient à trois nationalités représentées au Reichstag, Danois, Polonais, Alsaciens-Lorrains. Nous ne citons que pour curiosité les Lithuaniens; ce groupe, rameau des Lithuaniens de l'ancienne Pologne, a ordinairement son candidat dans une circonscription de la Prusse orientale : Memel, aux extrêmes confins de l'est de l'Empire. Même, il y a eu, dans le Reichstag de 1898, un député de nationalité lithuanienne; mais jusqu'à présent, il n'a pas eu de successeurs.

**1. DANOIS.** — Tout le Schleswig du Nord est peuplé de Danois (environ 160.000) et ceux-ci n'ont jamais cessé de marquer leur opposition par l'élection d'un protestataire danois, toujours dans la circonscription de Hadersleben. Une seule fois, en 1884, un autre Danois fut élu à Apenrade-Flensburg. Aux dernières élections, il y a un candidat danois dans ce dernier collègue, ainsi que dans celui de Tondern-Husum. Depuis quarante ans, le total des voix danoises a été en moyenne d'une quinzaine de mille. Le minimum a été en 1887 de 12.400 et le maximum en 1874 de 19.800.

**2. POLONAIS.** — L'opposition des Polonais s'est accentuée surtout depuis une dizaine d'années, depuis que le chancelier Bülow a repris contre eux une politique de persécution et de spoliation, encore continuée après sa chute. Nous avons déjà dit comment les candidats du centre, trouvés trop favorables au Gouvernement, étaient combattus par les Polonais dans l'est. Bien que les Polonais aient eu parfois un chiffre assez élevé de mandats (18 en 1881, 19 en 1893), le total de leurs voix n'avait jamais atteint 250.000 avant 1903. A cette date, il passe brusquement à près de 350.000, et il se tient aux environs de 450.000 aux deux dernières élections, celles de 1907 et 1912. Les Polonais disposent aujourd'hui de 18 mandats au lieu de 20 en 1907. Ce léger recul est dû à l'entente du centre et des conservateurs. Les sièges des Polonais sont répartis entre la Prusse occidentale (3), Posen où ils tiennent 11 mandats sur 15 et la Silésie (4 dans le district d'Oppeln). Dans ces trois provinces, les Polonais obtiennent 87 % du total de leurs suffrages. Grâce à l'immigration de leurs compatriotes, ils ont aussi dans l'ouest quelques milliers de voix, notamment en Westphalie, dans le district industriel de Arnsberg.

**3. ALSACIENS-LORRAINS.** — C'est seulement en 1874, que l'Alsace-Lorraine reçut le droit d'envoyer une députation au Reichstag. Les quinze députés élus

furent tous protestataires et la protestation réunit 235 000 suffrages : c'était 80 % des suffrages exprimés. Aux élections de 1877 et 1878, quelques candidats dits autonomistes réussirent à triompher ; mais en 1881, les autonomistes étaient évincés et en 1887, les menaces de guerre firent de la question électorale un véritable plébiscite contre l'Allemagne, partout, les protestataires triomphèrent avec un nombre de voix presque égal à celui de 1874 et cela malgré une pression sans précédents. Depuis, le vote de l'Alsace-Lorraine n'a pas eu cette unanimité et la protestation a changé non de fond, mais de forme ou d'expression : elle se réclame de l'autonomie, et ce qui distingue les élections vraiment alsaciennes, c'est leur opposition à la fusion avec les divers partis allemands. Aussi, ces partis n'ont-ils eu que des succès partiels et sans lendemain ; seuls, les socialistes ont vu augmenter leurs sièges, 5 aujourd'hui. Ils recueillent ces sièges dans des collèges de villes. Mulhouse, Colmar, Strasbourg (I et II) et Metz. Un radical a remplacé à Saverne un député de la *Reichspartei*. Partout ailleurs, des candidats alsaciens sont élus. Ce qui rend du reste difficile l'appréciation absolument exacte des votes alsaciens-lorrains, c'est que tantôt, leur appui partiel a favorisé les socialistes, tantôt, les socialistes ont bénéficié contre les candidats indigènes des voix des immigrés ; ce fut le cas en 1912.

Pour terminer ce chapitre sur le développement des partis, nous donnons le total des suffrages et des sièges obtenus par eux, de 1871 à nos jours (voir le tableau XV).

**TABEAU XV**  
**Suffrages et sièges obtenus par les divers partis aux élections du Reichstag, de 1871 à 1912**

PARTIS	1871	1874	1877	1878	1881	1884	1887	1890	1893	1898	1903	1907	1912
Conservateurs.	{ Suffrages . . .	548.000	360.000	526.000	749.000	830.000	861.000	1.147.000	1.038.000	859.000	948.000	1.060.000	1.126.000
	{ Sièges. . .	57	22	40	59	50	78	80	72	56	54	60	43
Parti de l'Empire.	{ Suffrages . . .	345.000	375.000	426.000	785.000	379.000	387.000	736.000	438.000	343.000	333.000	471.000	367.000
	{ Sièges. . .	37	33	38	57	28	28	41	28	23	21	24	14
Divers partis de tendance conservatrice (1).	{ Suffrages . . .	»	»	»	»	»	»	12.000	330.000	534.000	474.000	548.000	356.000
	{ Sièges. . .	»	»	»	»	»	»	1	20	24	19	30	13
Nationaux-libéraux.	{ Suffrages . . .	1.352.000	1.596.000	1.469.000	1.330.000	746.000	997.000	1.677.000	997.000	971.000	1.317.000	1.630.000	1.662.000
	{ Sièges. . .	155	158	128	99	47	51	99	53	46	51	54	45
Progressistes ou radicaux.	{ Suffrages . . .	361.000	469.000	597.000	607.000	1.181.000	1.092.000	1.062.000	1.367.000	862.000	872.000	1.233.000	1.497.000
	{ Sièges. . .	47	50	52	39	115	74	32	48	49	36	49	42
Centre (Catholiques).	{ Suffrages . . .	724.000	1.446.000	1.341.000	1.328.000	1.183.000	1.282.000	1.516.000	1.468.000	1.455.000	1.875.000	2.179.000	1.996.000
	{ Sièges. . .	63	91	93	94	100	99	98	96	102	100	101	91
Socialistes.	{ Suffrages . . .	124.000	352.000	493.000	437.000	312.000	550.000	763.000	1.427.000	2.107.000	3.010.000	3.259.000	4.250.000
	{ Sièges. . .	2	9	12	9	12	24	11	35	44	81	43	110
Particularistes (2).	{ Suffrages . . .	255.000	545.000	531.000	507.000	448.000	480.000	578.000	464.000	512.000	595.000	671.000	829.000
	{ Sièges. . .	21	34	34	40	45	43	33	35	35	33	32	35
Autres partis (3).	{ Suffrages . . .	76.000	46.000	16.000	15.000	15.000	13.000	48.000	75.000	106.000	67.000	209.000	122.000
	{ Sièges. . .	»	»	»	»	»	»	2	1	6	2	3	4

(1) Ces partis sont : les antisémites, le parti allemand des réformes, l'union agricole et l'union économique, etc.  
 (2) Polonais, Alsaciens-Lorrains, Guelfes, Danois.  
 (3) Notamment l'union des paysans.